

Document

Changements en cours au Venezuela en 2008 – 2009

(par Éric Toussaint - <http://www.mondialisation.ca>)

Le 03 octobre 2009

La situation politique, sociale et économique au Venezuela a fortement évolué depuis l'échec de la réforme constitutionnelle de décembre 2007 qui a constitué un coup de semonce pour le gouvernement de Hugo Chavez (1).

Le dimanche 15 février 2009, 54,36% des citoyens ont dit « oui » à l'amendement de la Constitution autorisant les mandataires politiques à se représenter consécutivement aux élections de manière illimitée. Jusque là, la Constitution limitait à deux mandats consécutifs : il fallait une interruption de mandat avant de pouvoir se représenter à nouveau (2). En 2013, à l'issue de son deuxième mandat en cours, Hugo Chavez pourra à nouveau être candidat pour la présidence. S'il est élu une nouvelle fois, son mandat se terminera en janvier 2019. C'est pourquoi un certain nombre de militants chavistes discutent aujourd'hui de la nature de tous les changements qui peuvent être accomplis d'ici cette date de 2019...

Evidemment bien des choses peuvent survenir d'ici là parmi lesquelles il faut prendre en compte les initiatives et les manœuvres de Washington ainsi que de ses alliés.

Nationalisation et contrôle ouvrier

En avril 2008, suite à une grève de près de deux mois de 15.000 ouvriers de l'entreprise sidérurgique SIDOR (Sidérurgie de l'Orénoque) appartenant au groupe argentin Techint, Hugo Chavez a annoncé la nationalisation de l'entreprise. Les ouvriers se battaient pour transformer 9.000 sous-contrats en contrats à durée indéterminée. Vu le refus patronal, la nationalisation a constitué la meilleure voie pour permettre à l'Etat de garantir la satisfaction de la revendication des travailleurs, qui ont perçu cette décision comme une grande victoire.

L'entreprise SIDOR avait été créée comme entreprise publique durant la décennie 1960 (c'était la concrétisation d'un projet conçu en 1953 sous la dictature de Marco Pérez Jiménez). SIDOR a été privatisée et vendue au capital étranger en 1997 durant la présidence de Rafael Caldera par le ministre de la Planification Teodoro Petkoff (ancien leader de gauche passé au néolibéralisme dans les années 1990 et aujourd'hui une des principales figures de l'opposition anti-chaviste). La re-nationalisation effectuée en avril 2008 prend une importance particulière car cette entreprise moderne et performante constitue un outil de production que le grand capital argentin, et en particulier Techint, souhaitait conserver.

Un autre élément important à prendre en compte, est que le gouvernement chaviste de l'Etat où se trouve SIDOR avait au début de la grève ordonné aux forces de l'ordre de réprimer les grévistes. De même, le ministre du Travail n'avait rien fait pour soutenir les revendications des travailleurs. En conséquence, la décision de Hugo Chavez de nationaliser l'entreprise et de révoquer le ministre a été perçue comme un virage en faveur des travailleurs. D'autant qu'à la même période, il a annoncé une augmentation du salaire minimum interprofessionnel et des salaires de la fonction publique ainsi que la nationalisation du secteur du ciment qui jusque là était aux mains de trois transnationales (Lafarge - France, Holcim - Suisse et Cemex - Mexique).

Dans les mois suivants et au cours de l'année 2009, le gouvernement a procédé à d'autres nationalisations dans le secteur de l'industrie alimentaire (3) (ce qui a affecté tant le capital national - Lacteos Los Andes - que la transnationale céréalière Cargill). Le gouvernement a justifié les nationalisations dans ce secteur par la nécessité d'améliorer l'approvisionnement alimentaire de la population. Enfin, la Banque du Venezuela, une des banques privées les plus importantes appartenant à Santander, un des deux principaux groupes bancaires espagnols, est passée également sous le contrôle de l'Etat.

Toutes ces nationalisations, comme celles qui ont précédé (secteur de l'électricité, télécoms, champs pétroliers de l'Orénoque...), ont fait l'objet d'une indemnisation plutôt généreuse des propriétaires privés : le Venezuela utilise une partie de la rente pétrolière pour reprendre le contrôle de certains secteurs stratégiques de l'économie. Le recours à l'indemnisation a principalement pour objectif d'éviter des condamnations pour non respect des traités bilatéraux sur les investissements signés par le Venezuela. Le droit international permet en effet à des Etats de procéder à des nationalisations s'ils indemnisent correctement les propriétaires. Le Venezuela pourrait emprunter une voie plus radicale en retirant sa signature des traités bilatéraux sur les investissements, en se retirant du CIRDI (Centre international des règlements des différends relatifs aux investissements, le tribunal de la Banque mondiale en matière d'investissement) et en mettant à l'abri les liquidités et les autres types d'avoirs dont il dispose à l'étranger afin d'éviter des saisies. Evidemment, opter pour une telle voie impliquerait d'augmenter encore un peu plus l'hostilité des autorités des pays les plus industrialisés et des grandes transnationales présentes dans le pays (toutes les principales transnationales pétrolières sont présentes au Venezuela ainsi que General Motors, Mitsubishi, Daimler-Chrysler, etc.).

La voie assez prudente empruntée par le gouvernement n'a pas empêché une entreprise comme ExxonMobil d'essayer en 2008 de faire saisir 12 milliards de dollars appartenant à PDVSA par des tribunaux britanniques et hollandais. Cela plaide pour que le Venezuela s'allie à d'autres pays du Sud pour répudier les traités bilatéraux d'investissement qui incluent des clauses préjudiciables aux intérêts de la nation, pour qu'il se retire du CIRDI et de l'OMC et constitue un organe multilatéral du Sud afin de régler des conflits, en d'autres termes, créer un CIRDI du Sud alternatif au CIRDI de la Banque mondiale qui sert les intérêts des grandes transnationales privées.

En juillet 2009, Rafael Ramirez, ministre du Pétrole, qui jusqu'ici était très prudent à l'égard du CIRDI, a commencé à hausser le ton en dénonçant l'unilatéralisme des mécanismes de règlement des litiges, dominés par les pays du Nord.

L'approfondissement des nationalisations a relancé en 2009 le débat sur le contrôle ouvrier. En effet, des organisations syndicales de gauche et des collectifs de travailleurs exigent la mise en place de mécanismes de contrôle par les travailleurs des organes de gestion des entreprises nationalisées. Ils veulent ainsi faire en sorte que les objectifs poursuivis par les nationalisations soient bel et bien respectés ; ils veulent aussi éviter la mauvaise gestion, les gaspillages, les détournements, la corruption, l'abus de biens sociaux en obtenant notamment l'ouverture des livres de compte, la transparence sur la stratégie commerciale et industrielle des entreprises et la présentation régulière des bilans de gestion. Ils expriment à juste titre une défiance à l'égard d'une grande partie des cadres privés de l'entreprise qui ont été maintenus après la nationalisation, mais aussi à l'égard des nouveaux cadres qui, dans certains cas, privilégient leurs intérêts personnels par rapport à ceux de la collectivité. Il s'agit aussi, au travers du contrôle ouvrier, d'augmenter la confiance en eux-mêmes et l'organisation des travailleurs afin qu'ils interviennent collectivement pour, d'une part, donner un contenu socialiste à la gestion et aux relations de travail dans les entreprises publiques, et, d'autre part, créer un contre pouvoir au sein des entreprises aux mains du capital privé.

On assiste d'ailleurs à des occupations d'entreprises privées par des travailleurs qui en exigent la nationalisation. Inévitablement, il sera nécessaire de raviver le débat sur le contrôle ouvrier dans le secteur de la production pétrolière. Il avait éclaté au moment de la grève patronale pétrolière (décembre 2002-janvier 2003), quand les travailleurs qui se battaient pour relancer la production avaient convoqué un Congrès pétrolier. Par la suite, Hugo Chavez avait écarté la perspective du contrôle ouvrier dans ce secteur considéré comme stratégique alors qu'il s'agit au contraire d'une raison supplémentaire pour l'y organiser. Il en est de même au sein du secteur de production et de distribution électrique qui a lui aussi été nationalisé. Les travailleurs de ce secteur sont entrés en lutte pour le contrôle ouvrier au mois de septembre 2009. L'approvisionnement du pays en électricité est dans une situation difficile car plus de 50% de la production (4) est « perdue » ou est déviée (volée) au niveau de la distribution. Les pertes sont dues principalement à la vétusté des installations car, avant leur nationalisation par le gouvernement de Chavez, certaines entreprises comme Electricidad de Caracas (propriété de AES, une multinationale états-unienne) ont été victimes d'un manque généralisé d'investissement et de renouvellement d'équipement. Par ailleurs, de grosses entreprises industrielles privées consommatrices de grandes quantités d'énergie sont responsables d'un détournement d'électricité qu'elles gaspillent puisqu'elles ne la paient pas. Il y a aussi des raccordements électriques pirates dans les quartiers résidentiels mais dans le cas des ménages populaires, qui ne sont pas de gros consommateurs, les pertes dues à ce piratage sont limitées. Les travailleurs du secteur électrique sont les mieux placés pour résoudre le problème de l'approvisionnement électrique, lutter contre les

gaspillages et la mauvaise gestion des cadres dirigeants afin d'éviter la multiplication des coupures d'électricité. C'est ce qu'expliquent des dirigeants syndicaux qui exigent la mise en place du contrôle ouvrier.

Angel Navas, président de la Fédération des Travailleurs du Secteur Electrique (FETRAELEC), a déclaré à la presse lors d'une manifestation de 3 000 travailleurs du secteur électrique à Caracas le 25 septembre 2009: "Nous les travailleurs sommes confrontés aux utilisateurs dans les quartiers. Nous savons comment nous pouvons résoudre la crise... il faut modifier les structures bureaucratiques et changer les structures d'administration capitaliste pour des structures avec une vision socialiste. Nous devons changer les relations de production et éliminer toute cette bureaucratie qui est en train de tuer l'entreprise." (5) Aymar Plaza, travailleuse du secteur électrique, ajoute: "Quand notre président dit qu'il faut donner du pouvoir au peuple, nous, les travailleurs/euses, sommes le peuple. Nous devons avoir le contrôle de l'entreprise et prendre part à la transformation de cette politique capitaliste en une politique socialiste."

Cette bataille pour le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises est absolument fondamentale. Son issue est décisive pour l'approfondissement du processus en cours au Venezuela (6).

Durant le premier semestre 2009, Hugo Chavez a déclaré lors d'une réunion publique avec des dirigeants ouvriers qu'il était favorable à l'adoption d'une loi sur l'élection des dirigeants des entreprises nationalisées (7).

Une rencontre d'intellectuels révolutionnaires qui a fait beaucoup de bruit

Au début du mois de juin 2009, le Centre international Miranda (CIM), institution officielle créée par la présidence du Venezuela et financée par le ministère de l'Education supérieure, a organisé des journées de réflexion qui ont fait grand bruit dans le pays (8).

Trente des plus grands intellectuels vénézuéliens de gauche ont débattu des avancées et des blocages du processus révolutionnaire en cours. Voici des extraits de la synthèse publiée par le Centre international Miranda qui rendent compte de l'acuité des problèmes débattus lors de ces journées intitulées "Intellectuels, démocratie et socialisme : voies sans issue et chemins à parcourir" (9).

« Une des discussions centrales du débat traitait de l'identité du PSUV. On a ainsi posé une série de questions : en quoi le PSUV se distingue-t-il des partis politiques traditionnels ou anciens ? Le parti doit-il avoir une direction unique ou collégiale ? Est-il correct qu'une personne puisse prendre des décisions sans consulter la base ou contre la volonté de la base ? Quel est l'avenir d'un parti dont la base a rarement l'occasion de s'exprimer ? La base doit-elle élire les membres de la direction ou bien s'agit-il d'une décision à laquelle la base ne doit pas participer pour d'autres raisons ? Le fait que la direction ne soit pas élue par la base n'affaiblit-il pas le parti ? Comment la base participe-t-elle à l'élaboration du programme et des grandes lignes directrices du Gouvernement et du contenu du socialisme du XXI^e siècle ? N'est-ce pas un problème, pour le parti, que certains fonctionnaires qui occupent des postes fondamentaux au gouvernement soient en même temps les cadres du parti ? Le cumul des responsabilités ne mène-t-il pas à l'inefficacité ? Confondre le parti et l'État, n'est-ce pas répéter une erreur du socialisme du XX^e siècle ? Le PSUV est-il né sous la forme d'une coupole, de haut en bas, davantage par nécessité politique ressentie depuis le Gouvernement, que comme une nécessité ressentie par la base ?

Un autre élément important et qui a été répété à plusieurs reprises est la nécessité d'une direction collective de l'instrument, qui s'articule effectivement autour des mouvements sociaux de base (et qui ne se contente pas de les utiliser en période électorale comme courroie de transmission du Gouvernement), qui mette fin au clientélisme partisan néfaste et fonde la base d'un véritable parti révolutionnaire qui reconnaisse la liberté de critique et qui approfondisse la démocratie au sein du parti. Tous les éléments mentionnés dans ce paragraphe sont restés au centre de la discussion.

Le nouvel État révolutionnaire

Si l'État a été l'instrument utilisé par le néolibéralisme pour imposer ses propositions, doit-il aussi être l'instrument qui nous libérera du néolibéralisme ? Cet État peut-il nous mener sur la voie du socialisme, ou

au contraire, est-il un frein au socialisme ? Faut-il affaiblir l'État actuel ou le renforcer ? Faut-il inventer un nouvel État dit « communal » ou « socialiste » ? Quelles sont les caractéristiques de l'État communal ?

Le rôle des médias

Une autre grande discussion a porté sur les médias, tant commerciaux que ceux en faveur du processus. Le débat s'est centré autour de ce que nous devons faire avec nos médias lorsqu'en dépit du fait de disposer de six chaînes publiques, on n'arrive pas à 8% de l'audience. A quoi cet échec évident est-il dû ? Ne s'agit-il pas alors d'un gaspillage d'argent public puisque l'on n'arrive pas à augmenter les indices d'audience ? Même avec la forte croissance des médias communautaires et alternatifs pendant le processus révolutionnaire, on n'a pas encore réussi à trouver une solution adéquate. N'est-il pas temps également que CONATEL(10) fasse respecter les lois de télécommunications ? Qu'attend-t-on pour freiner les abus des médias privés ?

Le caractère de la révolution

Un autre sujet important de discussion a porté sur le caractère de la révolution. Il y a été dit que la Révolution contient en elle-même plusieurs révolutions : étudiante, paysanne, ouvrière, socialiste, féminine, militaire, populaire. Il est nécessaire d'instaurer un débat permanent avec les étudiants, les intellectuels, les travailleurs, les paysans tout en favorisant un débat entre eux. Un autre aspect important concerne la définition du socialisme du XXI^e siècle. D'un côté, le fait de ne pas le définir a un avantage qui implique que l'on n'est pas en train de répéter des modèles mais d'autre part, cela démontre aussi un manque de caractère concret qui le maintient dans un trop grand flou. La question de l'émancipation doit être au centre du projet socialiste. Pouvons-nous parler d'une véritable révolution économique ? Où en est la construction d'un nouveau modèle économique productif qui assure une véritable transition au socialisme ? Quand et comment les relations de production changeront-elles ?

La participation populaire

Les conseils communaux (voir encadré intitulé « Les conseils communaux ») sont un exemple par excellence de participation mais, en pratique, ils ne répondent pas à une logique suffisamment participative. Soit ils ne fonctionnent pas bien, soit ils répondent directement au pouvoir exécutif. Ils courent le risque d'être cooptés par le parti ce qui génère des problèmes entre la logique institutionnelle du parti et la logique sociale des conseils communaux. Il existe un risque réel que la logique institutionnelle limite la logique sociale qui a mis 30 ans à se construire et qui a rendu possible la révolution et l'a défendue le 13 avril 2002 (11).

Le dernier sujet de discussion a porté sur les modes et les formes d'articulation de la critique. En effet, même parmi les intellectuels engagés, la critique a perdu une partie de l'espace dont elle devrait disposer. Il n'est pas compliqué de trouver dans les médias qui soutiennent le processus des comportements du socialisme du XX^e siècle où l'on accuse de « contre-révolutionnaires » ou « agents de la CIA » ceux qui formulent des critiques à voix haute. Cela affaiblit considérablement le processus étant donné que cela empêche le gouvernement de procéder à des changements lorsque des choses ne vont pas.

Est-il possible qu'une révolution qui ne fait pas de la critique le principal de ses moteurs, avance quand même ? La question est revenue à plusieurs reprises. Il a été mis en avant qu'avec cette réunion des intellectuels, la révolution était passée au crible de la critique afin d'être renforcée. Les intellectuels se sont félicités du fait que l'Exécutif ait mis à leur disposition un espace pour la critique qui n'avait jamais eu lieu en dix ans. Ils ont également insisté sur le fait que cet événement démontrait que la peur de la critique ne s'avérerait pas justifiée. La dénonciation faite par l'opposition anti-chaviste d'une absence de liberté d'expression au Venezuela est fautive également. Cette révolution est capable de se réinventer en permanence grâce aux espaces de liberté existants.

Les intellectuels – un concept largement critiqué par les participants présents comme élitiste – militent avec la conviction qu'il est nécessaire d'articuler la théorie et la pratique, en n'oubliant pas que la praxis est ce qui rend la théorie utile.»

L'ensemble de ces journées a été retransmis intégralement par une chaîne publique (TVES) en direct puis en différé sur une période d'une dizaine de jours. Des secteurs du gouvernement, et non des moindres, ont critiqué durement tant l'initiative du CIM que le contenu de ces journées. Il s'agit notamment du ministre du Pétrole, Rafael Ramirez, et du ministre des Affaires étrangères, Nicolas Maduro, tous deux hauts responsables du PSUV. Un des quotidiens chavistes, VEA, a publié plusieurs articles pour dénoncer l'initiative du CIM en affirmant que : « ils fabriquent des rencontres d'intellectuels dont les prises de positions sont confuses, laissent transparaître leur rancœur à l'égard du leadership de Chavez qu'ils nomment 'hyperleadership' ou 'césarisme progressiste'. Sans aucun doute, ce sont des chavistes sans Chavez, honteux de se montrer en pleine lumière, (et prêts à) sauter définitivement de l'autre côté de la barricade » (publié le 6 juin 2009 sous la signature collective Grano de maíz) (12).

Après dix jours de polémiques dans la presse, tant chaviste que d'opposition, Hugo Chavez, lors de son programme télévisé *Aló Presidente* du 14 juin, a semblé donner raison à ceux qui critiquaient le Centre international Miranda. Cela n'a fait qu'augmenter l'intérêt du public pour l'événement : différents dirigeants syndicaux ouvriers ainsi que le Parti communiste du Venezuela et Patrie pour Tous (deux partis qui appuient le gouvernement tout en refusant de rejoindre le PSUV) ont pris la défense du CIM et ont affirmé que l'apport critique des intellectuels révolutionnaires constituait une force, un événement positif. On a craint un moment que le CIM soit remis au pas ou même fermé, mais au moment où ces lignes sont écrites, il n'en est rien. Cela démontre une fois de plus la complexité de l'évolution en cours au Venezuela dont le gouvernement ne peut être considéré comme totalitaire.

Les Conseils communaux

La loi intitulée *Ley de los consejos municipales* (LCC) (13) est votée sans véritable débat le 7 avril 2006. Elle précise dans son article 3 : « L'organisation, le fonctionnement et l'action des Conseils communaux répondent aux principes de coresponsabilité, de coopération, de solidarité, de transparence [...], d'honnêteté, d'efficacité, d'efficience, de responsabilité sociale, de contrôle social, d'équité, de justice, et d'égalité sociale et de genre. » (art. 3 LCC)

Une Assemblée de citoyens et citoyennes (*Asemblea de ciudadanos y ciudadanas*) « grande instance de décision du Conseil communal » (art. 6, LCC), doit être composée d'au moins 20% des habitants majeurs de 15 ans (*Consejos comunales, Expresión del poder popular*). Le Conseil communal délimite lui-même son territoire et ses membres sont bénévoles (art. 12, LCC). Les différents domaines d'intervention sont ainsi définis : « La santé, l'éducation, la gestion des terrains en ville ou en zone rurale, le logement et l'habitat, la protection et l'égalité sociales, l'économie populaire, la culture, la sécurité, les moyens de communication et d'information, les loisirs et le sport, l'alimentation, le conseil technique d'eau, le conseil technique d'énergie et de gaz, les services, et toute autre question que la communauté juge utile de traiter. » (art. 9, LCC)

L'institution des Conseils communaux en 2006, sous l'impulsion du Président Hugo Chavez, est fortement marquée par la volonté d'instaurer la participation dans la conception et la réalisation de la politique locale. Le gouvernement place de grands espoirs dans ces Conseils qu'il conçoit comme des « unités territoriales de base de la participation populaire et de l'autogouvernement ». Le pouvoir attribué aux Conseils communaux n'est pas négligeable, puisqu'il donne le droit à une « communauté » de proposer et d'exécuter un projet pouvant, dès la première année, atteindre 30 millions de bolivars (càd environ 10 millions d'euros). Selon les mots du Président, cette « explosion révolutionnaire du pouvoir populaire » doit constituer la base réaliste et durable d'un nouveau type d'Etat, d'un « socialisme du XXI^e siècle ». (...)

Juan Leonel M. (FONDEMI, Fondo de desarrollo microfinanciero), évoquant en juin 2007 les 15.000 Conseils déjà formés, ne cache pas que les relations avec les municipalités sont délicates : « De fait, les maires, enfin beaucoup d'entre eux, s'opposent à ce nouveau mode d'élection et d'organisation des communautés. Ils ressentent les Conseils communaux comme une organisation en concurrence avec leur mairie. Mais l'idée aujourd'hui est que le pouvoir constitué que sont les mairies doit avancer main dans la main avec le pouvoir constituant que sont les Conseils communaux. L'Etat est en train de mener une révolution à l'intérieur du système étatique. Le pouvoir constituant du peuple doit être le moteur de ce changement. Les conseils communaux sont la pierre angulaire de l'autogouvernement communal où le peuple exerce directement le pouvoir. »

Extraits de « Les conseils communaux au Venezuela : un outil d'émancipation politique ? »

Par Anne-Florence Louzé

in Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Revet (sous la direction de), Le Venezuela au-delà du mythe. Chavez, la démocratie, le changement social, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 2009, 238 pages

La loi sur de 2006 sur les Conseils communaux est en cours de modification, elle sera probablement remplacée prochainement par une nouvelle loi en cours d'élaboration. Pour connaître plus en profondeur cette expérience, il est recommandé de lire les travaux que Martha Harnecker, qui réside au Venezuela, a consacrés ces dernières années à l'expérience des conseils communaux (14).

Le PSUV (Parti Socialiste Uni du Venezuela) à la veille d'un congrès

Le parti créé par Hugo Chavez en 2006 a donné l'impression d'être mort-né lors du référendum constitutionnel de 2007 puisque le nombre de Vénézuéliens qui ont voté pour le « oui » était inférieur au nombre d'inscrits officiellement au parti (15). Mais ce jugement a été partiellement démenti dans les mois qui ont suivi car les réunions se sont multipliées à la base, ce qui a débouché sur la désignation de candidats aux élections municipales et aux postes de gouverneur des 23 Etats qui constituent le Venezuela. Ici aussi, le processus est contradictoire car si la participation de la base a été effective et dynamique et si celle-ci a désigné les candidats aux élections, il n'en demeure pas moins que quand il s'est agi, dans un autre registre, de composer la direction du parti, la base n'a pas pu élire l'entièreté des dirigeants et Chavez a placé lui-même aux principaux postes du parti (les 8 vice-présidents du PSUV) les ministres de son gouvernement, ce qui crée une confusion préjudiciable entre l'Etat, le gouvernement et le parti. A ce propos, des voix s'élèvent dans le PSUV pour critiquer le fait que l'animation et la direction du parti, au plus haut niveau, soient de la responsabilité des ministres qui sont déjà totalement surchargés par leur travail gouvernemental. De plus leur position de ministres, donne à ces dirigeants le pouvoir d'influencer de manière disproportionnée les décisions que prend le parti. Ils peuvent aussi plus facilement que d'autres influencer une fraction des membres du parti quand ceux-ci sont appelés à voter. Martha Harnecker exprime de la façon suivante une critique partagée par un nombre important de militants: " Une des choses qui nous étonne et qui, je suppose, doit énormément choquer à l'étranger, particulièrement en Europe, c'est que l'Etat soit l'instrument avec lequel on construit le parti. C'est une chose absolument contradictoire avec notre vision du parti." (16)

Gonzalo Gomez, militant du PSUV et co-fondateur d'Aporrea, s'inquiète: "Nous manquons de statuts, parce qu'ils n'ont pas été approuvés, et le parti avance au gré des rapports de force éventuels, parce qu'il n'y a pas de règles, les règles apparaissant au cours du jeu/processus lui-même. Cela doit être changé en garantissant une pleine démocratisation de l'organisation; et, par ailleurs, il y a la question de la relation du parti avec l'Etat, avec le pouvoir populaire et les mouvements sociaux. "

En ce qui concerne la relation entre le parti et le pouvoir populaire (qu'il appelle aussi l'"acteur constituant") à construire, il ajoute: "Le Parti peut chercher à proposer et orienter, en accompagnant les mouvements sociaux dans la construction du pouvoir populaire, mais il ne peut soumettre le pouvoir populaire: soumettre cet acteur constituant par le pouvoir constitué."(17)

Le prochain congrès du PSUV (d'abord convoqué pour le 10 octobre 2009 puis reporté à la fin novembre 2009) fait l'objet de nombreuses interrogations. Les 7.253.691 militants inscrits que compte le PSUV sont appelés à se réunir en structures de base, dénommées "patrouilles" qui comptent chacune entre 20 et 30 membres. Chaque réunion de patrouille, pour être valide, doit réunir plus de la moitié de ses membres. Un certain nombre de militants expriment des inquiétudes : ils se demandent comment organiser de manière démocratique un congrès qui doit porter tant sur le programme que sur les statuts et le bilan de trois ans d'existence, sans oublier les perspectives.

Les paradoxes de l'économie vénézuélienne : le secteur capitaliste se développe plus rapidement que le secteur public et domine encore très largement l'économie malgré les nationalisations

Le poids du secteur privé (très largement dominé par le secteur capitaliste (18) dans le produit intérieur du Venezuela est passé de 64,7% en 1998 (à la veille de l'élection d'Hugo Chavez à la présidence) à 70,9% au troisième trimestre de 2008 (19). Bien que le gouvernement ait nationalisé un nombre significatif d'entreprises de grande taille dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications, de la sidérurgie, de l'agro-alimentaire, du ciment et de la banque, le secteur capitaliste a connu une croissance plus rapide que le secteur public, ce qui explique que son poids relatif dans le PIB a augmenté (voir plus haut) tandis que celui du secteur public a baissé (passant de 34,8% en 1998 à 29,1% en 2008)(20).

Cela s'explique notamment par le type d'utilisation de la rente pétrolière. L'écrasante majorité des ressources de l'Etat vénézuélien provient de l'exportation du pétrole. Le gouvernement utilise massivement ses ressources provenant de la rente pétrolière pour améliorer les conditions de vie de la majorité pauvre de la population (ainsi que des autres secteurs à revenus moyens) dans les domaines de la santé (les résultats sont impressionnants), de l'éducation (idem), de l'approvisionnement en produits de base à des prix comprimés via les canaux de distribution et de commercialisation Mercal (21) et Pdval (22) (aliments et autres biens de première nécessité pour les familles), de la construction de logements, de la construction d'infrastructure et de moyens de communication collectif (métro, train), de l'augmentation des salaires de la fonction publique, de l'augmentation d'un grand nombre de bourses et d'allocations sociales, sans oublier les dépenses dans le secteur de la culture et des sports. Il distribue des subventions importantes pour les coopératives, pour les conseils communaux...

Le résultat est incontestablement positif : le pourcentage des Vénézuéliens vivant en dessous du seuil de pauvreté a diminué de moitié entre 2003 et 2008, passant de 62,1% à 31,5% de la population. Le pourcentage des personnes en situation de pauvreté extrême a quant à lui été réduit de deux tiers, passant de 29% en 2003 à 9,1% en 2008 (23) ; l'analphabétisme a très fortement baissé, le niveau de formation a augmenté, l'accès aux soins de santé gratuits a très fortement augmenté, la consommation des masses a augmenté...

Mais le secteur capitaliste profite aussi très largement de ces dépenses gouvernementales car c'est lui qui domine, et de très loin, le secteur bancaire, le commerce et l'industrie alimentaire. L'argent supplémentaire qui arrive au peuple et qui provient des dépenses de l'Etat finit par se concentrer dans la bourse des capitalistes car c'est dans les banques capitalistes que les particuliers (mais aussi les coopératives, les conseils communaux, les municipalités et de nombreuses autres entités publiques) déposent leur argent. Ce sont les banques capitalistes qui émettent la monnaie de crédit à la consommation sous la forme de cartes de crédit et qui soutiennent une partie croissante de la consommation (en prélevant des taux d'intérêt élevés). Ce sont les entreprises capitalistes de l'industrie alimentaire qui produisent ou commercialisent la plupart des produits alimentaires consommés par les masses. Ce sont les entreprises capitalistes d'importation qui font venir de l'étranger - à un taux de change officiel très favorable aux importateurs - les très nombreux produits importés que consomment les Vénézuéliens (ces firmes organisent d'ailleurs un commerce d'import-export frauduleux massif entre le Venezuela et la Colombie qui fait perdre des revenus à l'Etat et augmente d'autant les profits capitalistes). Ce sont les chaînes privées de grands magasins qui dominent encore le commerce même si Mercal et Pdval jouent un rôle non négligeable dans l'approvisionnement en produits de base. Quand l'Etat nationalise des entreprises privées appartenant au capital national, c'est aux capitalistes locaux qu'il verse des indemnités de rachat.

Bref, le secteur capitaliste continue à siphonner la majeure partie des dépenses que fait l'Etat en faveur de la population pauvre ou à revenu moyen.

Selon une étude (24) de Mark Weisbrot et Luis Sandoval, dont le contenu est par ailleurs très favorable au gouvernement de Chavez, le secteur financier privé a connu une croissance de 37,9% en 2004, de 34,6% en 2005 et de 39,2% en 2006 alors que le secteur public (tous secteurs confondus) n'a connu qu'une croissance de 12,5% en 2004, de 4,1% en 2005, de 2,9% en 2006.

Comme l'écrit Victor Alvarez : « Au cours du précédent mandat du président Chavez (2000-2006), la plus grande partie des incitations financières, fiscales, de change, des achats publics, de l'assistance technique, etc. a été dirigée vers l'appareil productif existant, formé fondamentalement d'entreprises commerciales, lesquelles reproduisent le mode de production capitaliste qui est, paradoxalement, celui qu'on veut dépasser et transcender. »

On est donc très loin des affirmations de la presse dominante qui voit dans la gestion d'Hugo Chavez une étatisation galopante de l'économie vénézuélienne.

Un problème supplémentaire, déjà évoqué plus haut, provient d'une politique de surévaluation de la monnaie vénézuélienne par rapport au dollar. Cela demande une explication. Depuis 2003, les entreprises qui veulent importer des marchandises et des services doivent acheter des dollars à une administration de l'Etat appelée CADIVI. Cette mesure prise pour lutter contre la fuite des capitaux est utile. Le problème, c'est que le taux de change entre le bolivar et le dollar surestime la valeur du premier. En effet, cela renforce un comportement pervers : pour un capitaliste qui dispose de bolivars en grande quantité, il est plus rentable d'échanger ceux-ci contre des dollars vendus pas chers par l'Etat et d'importer des produits venant des Etats-Unis ou d'ailleurs que de produire ceux-ci dans le pays. Donc, la politique du bolivar surévalué inhibe l'investissement productif et favorise l'activité commerciale tournée vers l'importation frénétique de marchandises (25) et la vente de celles-ci via les grands réseaux privés de distribution. Cette importation massive est de fait subventionnée par l'Etat puisque celui-ci vend au secteur privé des dollars pas chers qu'il a accumulés grâce à l'exportation de pétrole. Il faudrait également analyser le rôle de cette politique du bolivar surévalué et de haut niveau d'importation sur le taux d'inflation qui est particulièrement élevé ces dernières années au Venezuela. Un taux d'inflation élevé qui rogne les augmentations de salaires octroyées par le gouvernement.

Un exemple vicieux de cette politique du bolivar surévalué et des cadeaux qui sont faits par le gouvernement aux banques privées : l'Etat vénézuélien a acheté des titres de la dette émis par l'Argentine en 2004-2005. Le problème, c'est qu'il a vendu une partie de ces titres de la dette argentine qui étaient libellés en dollars aux banques privées. Elles les ont achetés en bolivars au taux de change officiel surévalué. Qu'en ont fait certaines (ou beaucoup) d'entre elles ? Elles ont vendu ces titres de la dette argentine aux Etats-Unis ou ailleurs contre des dollars. Cela leur a permis de contourner le contrôle sur les mouvements de sortie de capitaux qu'exerce l'Etat vénézuélien. En effet, officiellement elles n'ont pas exporté de capitaux, elles n'ont fait que sortir du pays des titres de la dette argentine. D'autres astuces des banques ont pu leur fournir des profits juteux, il serait trop long de les détailler ici.

La conclusion, c'est que bien que l'Etat de tente mettre en œuvre une politique de développement endogène (c'est-à-dire tourné vers la satisfaction de la demande intérieure par de plus en plus de production réalisée à l'intérieur du pays), la manière dont opère la redistribution de la rente pétrolière tend à renforcer le secteur capitaliste et le comportement importateur de celui-ci.

Dans son intervention à la rencontre des intellectuels organisée par le CIM, l'écrivain et juriste Luis Britto résume bien la situation : « Nous vivons dans une société duale, et j'explique dans une fable que j'ai écrite que si quelqu'un tente de faire un système mixte avec des poules et des renards dans un même poulailler, la semaine suivante, il ne restera plus que des renards, qui, en plus, mangeront le fermier. » (26)

Quelques pistes pour avancer vers une transition au socialisme du XXI^e siècle au Venezuela (27)

Une des solutions à mettre en œuvre afin que l'Etat puisse récupérer (en lieu et place du système bancaire privé actuel) une partie substantielle de ce qu'il distribue (ou dépense) consiste à transférer vers le secteur public (nationaliser) la majeure partie ou l'entièreté du secteur bancaire capitaliste vénézuélien (28). En récupérant ainsi une partie de ce qu'il distribue (à partir de la rente pétrolière), il pourra le réinvestir dans l'économie de nouveau sous la forme de dépenses sociales ou d'investissements productifs afin de créer un cercle vertueux d'accumulation et de développement d'un secteur public de l'économie ainsi que des autres formes de propriété à soutenir et à renforcer (petite propriété privée, propriété coopérative, formes traditionnelles de propriété des communautés indigènes...).

Une deuxième mesure pourrait consister en l'étatisation du commerce extérieur afin d'éviter qu'une grande partie des revenus de celui-ci ne soit dévié vers l'accumulation capitaliste ou/et dévié vers l'extérieur via la fuite des capitaux.

Il faudrait également établir toute une série d'incitations de différents types (taxes, subventions, priorités dans les commandes de l'Etat...) en faveur du secteur non capitaliste de l'économie (y compris bien sûr la petite propriété privée) (29).

Mais ce qui est absolument essentiel, c'est de mettre en place des mécanismes pour éviter deux écueils majeurs : 1) la monopolisation des décisions par la bureaucratie de l'Etat et 2) l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie à partir des entrailles du chavisme, ce que la population appelle déjà la « bolibourgeoisie » (= la bourgeoisie bolivarienne, la partie des dirigeants chavistes qui profitent de leur fonction pour commencer à accumuler un capital (30)).

Parmi ces mécanismes, citons : la fixation d'une limite à l'éventail des salaires (par exemple un à six) en réduisant les salaires les plus élevés et en augmentant fortement le salaire minimum ainsi que les autres jusqu'aux salaires moyens ; obliger les mandataires et les fonctionnaires de rang élevé à faire une déclaration annuelle de revenus globaux (salaires et autres rémunérations et revenus) et de patrimoine (car l'accumulation du capital par des bureaucrates passe le plus souvent par des dessous de table qui n'apparaissent pas dans les revenus tandis qu'ils apparaissent dans le patrimoine) ; obliger les citoyens à déclarer les différents comptes bancaires dans le pays et à l'étranger (levée du secret bancaire) ; augmenter fortement la progressivité de l'impôt sur les revenus.

Le remède indispensable et certainement le plus efficace, c'est l'application d'une politique de contrôle ouvrier et de contrôle citoyen sur la comptabilité et la gestion des entreprises et des institutions publiques. Cela permet d'imposer la transparence de la gestion (afin d'éviter les détournements, le gaspillage, l'utilisation des ressources des entreprises ou des institutions pour des projets qui ne se justifient pas du point de vue social, environnemental...) via une politique d'audit intégral à laquelle les travailleurs et les utilisateurs des services doivent participer activement.

Cela implique aussi de doter les organismes de contrôle et les personnes qui en font partie de la formation nécessaire pour exercer l'audit. On doit aussi créer les ponts adéquats pour passer du contrôle à l'autogestion des entreprises (tout en maintenant un contrôle externe). Toute cette bataille pour le contrôle ouvrier, pour le contrôle citoyen (que j'appelle aussi contrôle par les utilisateurs), pour l'autogestion, fait partie de la construction d'organes de pouvoir populaire par en bas dont il est question. Tout comme les conseils communaux font également partie de cette construction d'organes de pouvoir populaire. Il faudra trouver les formes adéquates pour que cette construction d'organes ne se limite pas à une vision fragmentée, ce qui pose la question de la construction d'une fédération nationale d'organes de contrôle et de pouvoir populaire.

Par ailleurs, l'amélioration de la formation des gestionnaires des entreprises publiques est aussi vitale. Car les nationalisations nécessitent la création d'une réserve de recrutement de cadres de haut niveau technique et de grande formation politique, sociale et éthique. En effet, pour accélérer le rythme des nationalisations, il faut créer simultanément une réserve de cadres et développer, comme mentionné plus haut, une politique de contrôle ouvrier et citoyen. Dans le cas contraire, on risque de créer des entreprises publiques inefficaces, voire corrompues.

Quelques observations supplémentaires concernant le Venezuela

Réduire la dépendance à l'égard des hydrocarbures et des Etats-Unis

Un des défis qu'ont affronté plusieurs gouvernements antérieurs, tout comme celui d'Hugo Chavez, est celui de la diversification de l'appareil productif afin de sortir d'une dépendance extrême à l'égard des hydrocarbures (cela vaut d'ailleurs pour la plupart des grands exportateurs de pétrole). C'est pour cela que, dans les années 1960, une entreprise comme SIDOR a été créée. Par la suite, au cours des années 1980 et 1990, les gouvernements néolibéraux (31) privatisèrent plusieurs entreprises publiques comme SIDOR et misèrent sur les investissements étrangers pour diversifier l'économie. Ce fut un échec.

Ces dernières années, le gouvernement d'Hugo Chavez tente à sa manière de diversifier l'appareil productif :

1. développement et renforcement d'un pôle sidérurgique et métallurgique en appliquant une politique de substitution d'importation (par exemple, le Venezuela va produire les tubes dont il a besoin pour ses oléoducs alors que jusqu'ici, ils sont importés ; avec l'aide des Chinois, le Venezuela va produire du matériel ferroviaire et redévelopper son réseau) ;

2. soutien à la production agricole locale pour se rapprocher autant que possible d'une situation de souveraineté alimentaire alors que près de 90% des aliments consommés dans le pays sont importés (héritage des décennies d'utilisation des revenus pétroliers pour importer tout ce dont le Venezuela avait besoin) ;

3. développement d'une industrie pétrochimique ;

4. amélioration de la production et de la distribution électrique produite en très grande majorité à partir de l'énergie hydraulique (et heureusement pas à partir du pétrole). A ce niveau, contrairement aux intentions officielles, il faut éviter de se lancer dans la production d'électricité par des centrales nucléaires ;

5. nationalisation de l'industrie du ciment afin de développer la politique de construction d'habitations.

En ce qui concerne la volonté de réduire la dépendance à l'égard du pétrole, le Venezuela cherche aussi à diminuer la part de ses exportations destinée aux Etats-Unis (32), son principal acheteur d'hydrocarbures, en cherchant à renforcer les fournitures à la Chine (selon certaines sources gouvernementales, l'espoir est que la Chine achète autant que les Etats-Unis d'ici 2014, ce qui paraît très difficile à atteindre).

Politique agraire

Une réforme agraire a été mise en place (33), les coopératives et les petites exploitations agricoles font l'objet de subventions importantes mais on part d'une situation très difficile. Le poids de l'agriculture dans le PIB est très faible (34) et, mises à part des exceptions très importantes (comme par exemple les régions de grande culture maraîchère dans les Andes (35)), le Venezuela est un de ces pays où la paysannerie est considérablement affaiblie en raison du modèle importateur appliqué depuis des décennies.

Comment reconstituer une paysannerie assurant la souveraineté alimentaire d'une population qui atteindra 30 millions dans les prochaines années ? Il faut reconnaître que le problème est très difficile à résoudre. Pour cela, il faut que l'Etat mette en œuvre une très large batterie de mesures de stimulations parmi lesquelles : une amélioration substantielle de la qualité des services publics en zones rurales de manière à réduire l'exode rural ; l'apport d'une aide à différents niveaux à l'agriculture familiale et aux autres formes traditionnelles de production agricole sans exercer une pression exagérée en faveur des coopératives (36) ; le développement d'un réseau public pour la commercialisation des produits des paysans en leur assurant une stabilité de débouché et des prix suffisamment élevés pour les stimuler et les mettre hors des griffes des réseaux privés qui imposent leur prix aux producteurs et s'assurent des marges de bénéfice beaucoup trop élevées (37).

Michael Lebowitz a fait des propositions en ce qui concerne la politique agricole au Venezuela qui devraient être mises en œuvre pour améliorer la situation : "en tenant compte de la contrebande existante due à un bolivar surévalué et des marchandises déviées via le marché noir, la solution ne réside pas dans le subventionnement à travers la fourniture gratuite d'intrants tels que les moyens de production, ou dans le subventionnement monétaire direct à la production agricole (sauf dans le cas où de nouvelles installations productives soient mises en place). Pourquoi? Parce que, vu les circonstances, il n'y a aucun contrôle permettant d'assurer que les produits se dirigent au bon endroit/là où il faut – surtout en l'absence de mécanismes de suivi et de surveillance qui impliquent des coûts de transaction très élevés.

Par conséquent, pour assurer que les subventions aboutissent à une véritable augmentation de l'offre alimentaire sur le marché national, et ce, à des prix convenables, la meilleure forme de subventionnement est de passer par une agence de l'Etat qui achète les produits à un prix déterminé. Cette agence étatique peut offrir un prix aux producteurs qui stimule la production et peut ensuite faire en sorte que les articles produits soient vendus à la population via le réseau Mercal à des prix inférieurs aux prix payés aux producteurs."(38)

Politique du gouvernement vénézuélien en matière d'endettement

Le poids de la dette publique par rapport au PIB a baissé au cours des dernières années mais il faut souligner que le gouvernement d'Hugo Chavez n'ordonne pas la réalisation d'un audit intégral de la dette publique alors qu'il s'est engagé à plusieurs reprises à le faire (39).

Une partie de la dette que continue à rembourser le Venezuela est héritée du régime antérieur (la IVe République) et est très fortement entachée de fraude. Mais il ne faut pas s'en tenir aux dettes contractées par les gouvernements antérieurs à la Ve République instituée en 1999. En effet, il est très important pour le gouvernement de faire la preuve aux citoyens qu'il est prêt à auditer sa propre politique d'endettement.

Par ailleurs, on ne peut que s'interroger sur l'opportunité de contracter de nouveaux emprunts à un moment où le prix du baril de pétrole était élevé et où les liquidités ne manquaient pas. Or PDVSA s'est endetté pour un montant de 12 milliards de dollars en 2006 en émettant des titres sur les marchés financiers internationaux. Comment justifier cette décision qui n'a pas fait l'objet de discussion à l'Assemblée nationale ? Avec un prix du baril qui a baissé depuis juillet 2008 (même si son niveau actuel – entre 50 et 70 dollars le baril pendant l'été 2009 - met hors de danger immédiat le Venezuela), les remboursements que doit effectuer PDVSA ne grèvent-ils pas son budget, ne réduisent-ils pas exagérément ses liquidités ? Pourquoi s'endetter et transférer des intérêts vers les financiers privés internationaux (ou nationaux), si on dispose de liquidités suffisantes pour ne pas devoir recourir à l'emprunt ? Ces questions restent malheureusement sans réponse.

Il faut souligner que Hugo Chavez met l'accent sur le développement endogène du pays qu'il définit comme « autocentré, fondé sur des ressources propres et consubstantiel du retour en force de l'échelle nationale ». Réduire l'endettement extérieur de PDVSA devrait constituer une application de cette définition très intéressante.

La défense du Venezuela par rapport aux dangers d'agression extérieure et à la menace des paramilitaires colombiens en territoire vénézuélien

Face à l'agressivité des Etats-Unis et de la Colombie (les forces armées colombiennes sont bien supérieures à celles du Venezuela et il est de notoriété publique que des forces paramilitaires de ce pays sont déjà présentes à l'intérieur du territoire vénézuélien, par exemple dans l'Etat de Tachira au sud-ouest du pays), la prise de conscience de la nécessité de se préparer à des attaques possibles s'accroît.

Il faut se rappeler que pour faire face au putsch du 11 avril 2002, le peuple ne disposait pas d'armes. C'est désarmées que des centaines de milliers de personnes ont encerclé les casernes, le palais présidentiel, les radios et TV complices du coup. Beaucoup de militants ne veulent pas qu'une telle situation se reproduise, d'autant que les ennemis du processus ont aussi tiré les leçons de l'échec du coup. Le général Alberto Müller Rojas, membre de la direction du PSUV, écrit dans l'éditorial de A la Izquierda (A la gauche), la revue de ce parti, qu'il faut imaginer une agression armée « dans laquelle notre peuple devrait affronter des forces non seulement supérieures du point de vue quantitatif mais aussi qualitatif. Et il y aurait un facteur aggravant. Les hostilités compteraient sur l'appui de facteurs de pouvoirs internes... ». Un peu plus loin, il ajoute : « La réponse de notre organisation ne peut consister à promouvoir un débat sur ce problème dans le cadre des organisations » (40). De son côté, Stalin Perez Borge, dirigeant de Marea Socialista et responsable syndical, écrit : « l'unique réponse est le peuple en armes. Il est nécessaire que nous les travailleurs, nous nous incorporions dans la milice bolivarienne pour former le plus tôt possible des bataillons ouvriers » (41).

Notes

[1] Le « Non » au référendum constitutionnel promu par Hugo Chavez le 2 décembre 2007 a recueilli 51% des voix contre 49% pour le « Oui ». C'est le seul échec « électoral » de Chavez entre 1998 et 2009. Voir Eric Toussaint, « Transformer l'échec du 2 décembre 2007 en un puissant levier pour améliorer le processus en cours au Venezuela d'Hugo Chavez », décembre 2007, <http://www.cadtm.org/Transformer-l-echec-du-2-decembre>

[2] A noter qu'en France, jusqu'à l'adoption en juillet 2008 de la loi constitutionnelle de modernisation des institutions, il n'y avait pas de limitation au nombre de mandats consécutifs. Désormais, il y a une limite fixée à deux mandats consécutifs.

[3] <http://voixdusud.blogspot.com/2009/03/lindustrie-alimentaire-dans-la.html>

[4] A noter néanmoins un élément structurel très positif au Venezuela : l'électricité est produite dans son écrasante majorité à partir de l'énergie hydraulique. L'utilisation de combustibles fossiles est extrêmement marginale et il n'y a pas de centrale nucléaire.

[5] Voir une très intéressante vidéo de la manifestation avec interview de plusieurs dirigeants syndicaux sur le site de Marea Socialista : <http://mareasocialista.com/trabajadores-372.html>

[6] Pour en savoir plus sur les initiatives ou les prises de position en matière de contrôle ouvrier au Venezuela, lire notamment les n° 19, 20, 21 et 22 de la revue Marea Socialista, juillet-août 2009, qui présentent la situation à SIDOR, CorpoElec, Cadafe, les cimenteries, Cafeaca, Alcasa, Carbonorca... Voir <http://mareasocialista.com/>

[7] Cela a notamment été le cas le 21 mai 2009 lors d'une réunion d'Hugo Chavez avec 400 délégués des industries de l'acier et de l'aluminium réalisée dans l'Etat de Guayana. Une réunion de concrétisation d'autres engagements pris lors de cette importante assemblée a eu lieu le 21 août 2009 dans le cadre du « Plan Guayana socialista 2019 » Voir Marea socialista, n°22, p. 3.

[8] Toutes les interventions, qui au total font plus de 300 pages, sont accessibles en espagnol sur le site internet alternatif www.aporrea.org et font l'objet d'une publication imprimée dans le numéro zéro de la revue La Comuna, daté de juillet-août- septembre 2009. Il faut signaler que ce site www.aporrea.org, qui a été créé juste après l'échec du coup d'Etat d'avril 2002 par une équipe militante autour de Gonzalo Gomez (par ailleurs membre fondateur du CADTM au Venezuela), joue un rôle fort important sur le plan de l'information et des débats sur le processus en cours. Il reçoit plus d'un million de visites par mois. Plusieurs interventions sont également disponibles en français sur le site www.cadtm.org

[9] La synthèse complète est en ligne <http://www.cadtm.org/Venezuela-premiere-synthese-de-la>

[10] Commission nationale de télécommunications, l'instance indépendante de régulation.

[11] Date du retour de Chavez au pouvoir (après le coup d'Etat du 11 avril 2002) suite à la mobilisation massive et spontanée de la population.

[12] "Fabriquan encuentros de intelectuales cuyos pronunciamientos son confusos, dejan traslucir su resquemor por el liderazgo de Chavez, que ellos denominan 'hiperliderazgo' o 'cesarismo progresista'; Sin duda, son chavistas sin Chavez, pero avergonzados de salir al luz del día, de saltar definitivamente la talanquera."

[13] <http://www.tecnioiris.com/venezuela/gaceta-oficial/administrativo/ley-de-los-consejos-comunales.html>

[14] Voir Martha Harnecker "De los consejos comunales a las comunas"

<http://www.rebelion.org/docs/83276.pdf> . Cette étude de 61 pages contient une bibliographie des 21 travaux de Martha Harnecker sur le thème de la participation populaire. Lire aussi de la même auteure "Las Comunas, sus problemas y cómo enfrentarlos" <http://www.rebelion.org/docs/90924.pdf>

[15] Officiellement, six millions de Vénézuéliens avaient adhéré au PSUV au moment du référendum du 2 décembre 2007. Or le « Oui » a remporté seulement un peu plus de quatre millions de voix dont certaines ne proviennent manifestement pas de militants du PSUV puisque le PCV (Partido Comunista de Venezuela) et le PPT (Patria Para Todos) notamment appelaient à voter pour le « Oui ». Au moins 2 millions d'adhérents du PSUV n'ont donc pas voté pour le « Oui ». En fait dans la phase de lancement du parti, les ministères se sont vus attribuer des quotas d'inscriptions de membres à atteindre, ce qui a vicié le processus et a gonflé le nombre de membres du parti sans que cela ne corresponde réellement à la quantité de Vénézuéliens qui souhaitaient adhérer au parti.

[16] Intervention de Martha Harnecker lors de la rencontre "Intellectuels, démocratie et socialisme : voies sans issue et chemins à parcourir" organisée par le CIM <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=88031>

[17] Intervention de Gonzalo Gomez lors de la rencontre "Intellectuels, démocratie et socialisme : voies sans issue et chemins à parcourir" organisée par le CIM <http://www.aporrea.org/actualidad/n136570.html>

[18] La part de l'économie sociale au sein du secteur privé est par exemple très faible: de 0,5% en 1998, elle est passée à 1,6% du produit intérieur brut fin 2008. Sur un total de 11.692.071 personnes actives fin 2008, seulement 201.773 le sont dans les coopératives de l'économie sociale. C'est-à-dire, à peine 1,7%.

[19] Voir Victor Alvarez « La transformation du modèle productif vénézuélien : bilan de dix années de gouvernement », Revista La Comuna n°0, p. 37 à 55. Victor Alvarez a été ministre des Industries de base du gouvernement Chavez de janvier 2006 à août 2007.

[20] Il y a une nuance importante à apporter : jusque 2002, bien que publique, PDVSA (Petroleos de Venezuela Sociedad Anónima) avait évolué vers une gestion favorable au secteur privé. D'ailleurs une grande partie de ses revenus étaient déclarés et taxés aux Etats-Unis. Les mesures prises par le gouvernement Chavez à partir de 2002 ont permis la reprise en main de la gestion de l'entreprise par l'Etat, ce qui a entraîné une augmentation forte des revenus qui sont ensuite utilisés pour des politiques sociales.

[21] La Mission Mercal S.A. (MERCado de ALimentos) est l'un des programmes sociaux promus par le gouvernement vénézuélien. Créée officiellement le 24 avril 2003, la Mission Mercal est destinée au secteur alimentaire et dépend du Ministère de l'Alimentation. Le programme consiste à construire des magasins et des supermarchés et de les approvisionner en aliments et produits de première nécessité à bas prix afin qu'ils soient accessibles à la population nécessiteuse. Les aliments sont subventionnés et arrivent sur les étals sans intermédiaires, de telle sorte que les prix proposés offrent habituellement des réductions de l'ordre de 30 à 45%, par rapport à ceux pratiqués dans les autres chaînes de distribution. http://es.wikipedia.org/wiki/Misi%C3%B3n_Mercal

[22] Productora y Distribuidora Venezolana de Alimentos (Pdval) a été créé en janvier 2008 http://www.abn.info.ve/go_news5.php?articulo=117377

[23] Cité par Victor Alvarez.

[24] Voir Mark Weisbrot et Luis Sandoval, La Economía venezolana en tiempos de Chavez, Center for Economic and Policy Research, Washington, 2007, www.cepr.net

[25] Une anecdote personnelle : j'ai été tout à fait stupéfait de voir fin novembre-début décembre 2006 dans les quartiers de la classe moyenne à Caracas des points de vente de milliers de sapins de Noël importés du Canada. Les commerces vendaient aussi en grande quantité des systèmes pour projeter de la neige chimique sur les sapins. Il faut tenir compte du fait qu'à Caracas il fait plus de 20° de température à Noël. Le bolivar surévalué rend tout à fait rentable l'importation massive de sapins provenant du grand Nord. Il est vrai qu'Hugo Chavez critiquait ce comportement d'importation systématique, d'autant plus, disait-il, que cela correspondait à des habitudes culturelles (le père Noël par exemple) elles aussi importées et adoptées de manière à critiquer au détriment des traditions culturelles locales.

[26] Voir http://www.cadtm.org/IMG/article_PDF/article_a4492.pdf et Martha Harnecker "Selección de las Opiniones más destacadas de los intelectuales reunidos en el CIM"

<http://www.rebelion.org/noticia.php?id=88131> qui reprend des extraits de différentes interventions réalisées lors de la rencontre des intellectuels organisée par le CIM début juin 2009.

[27] Les recommandations ci-dessous valent aussi pour l'Equateur et la Bolivie (qui seront analysés dans un prochain article) même si la situation au Venezuela est plus favorable de plusieurs points de vue à leur mise en place.

[28] Il a pris une première mesure dans ce sens en 2009 en nationalisant Banco de Venezuela.

[29] Voir à ce propos les propositions de Victor Alvarez dans la partie finale de son document déjà cité.

[30] Roberto Lopez, professeur à l'université de Zulia, critique un processus: "dans lequel les secteurs des entreprises privées, qui ne sont pas nécessairement ceux qui essayent de renverser le gouvernement, mais des secteurs privés alliés à la bureaucratie bolivarienne, sont devenus multimillionnaires sur cette période. Il faudrait faire une analyse de ces groupes privés et de la relation avec les avoires économiques de nombreux dirigeants et grandes figures du processus. Il apparaît qu'il y a une nouvelle bourgeoisie bolivarienne associée aux milieux d'affaires. Par exemple, un fait dont j'ai eu vent presque directement est celui des entreprises sous-traitantes qui viennent d'être nationalisées, expropriées, dans la région de la Côte orientale du lac, et où, dans pratiquement toutes, il y avait des dirigeants qui avaient participé au coup, à la grève patronale pétrolière, et tous étaient associés à des dirigeants du PSUV, avec des dirigeants de la révolution, avec des députés, des gouverneurs boliviariens, etc." Voir <http://www.aporrea.org/actualidad/n136767.html>

[31] Dont la deuxième présidence de Carlos Andres Pérez qui appliqua en 1989 un plan d'ajustement structurel dicté par le FMI entraînant l'énorme soulèvement populaire du 27 février 1989 réprimé dans le sang par Pérez alors vice-président de l'Internationale socialiste.

[32] Selon l'Instituto nacional de estadísticas, en 1999, les Etats-Unis représentaient 47,36% des exportations vénézuéliennes et les importations en provenance des Etats-Unis représentaient 40,61% du total de ce qu'importait le pays. En 2007, les pourcentages sont respectivement passés à 52,4% pour les exportations et 25,8% pour les importations.

[33] 2.675.732 hectares ont été récupérés sur les grandes propriétés (latifundia) et l'on a octroyé aux paysans des titres de propriété agraires et des titres d'adjudication pour un total de 1.862.247 hectares à la fin de 2008.

[34] Le secteur agricole représente à peine 4,39% du PIB alors qu'en Colombie il représente 12,1%. La moyenne latino-américaine : 6,22% du PIB.

[35] Lire Alexandra Angeliaume et Jean Christian Talet, « Mutation maraîchère et accompagnement institutionnel dans les Andes vénézuéliennes (1950-2007) » chapitre 4 de la seconde partie in Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Revet (sous la direction de), Le Venezuela au-delà du mythe. Chavez, la démocratie, le changement social, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 2009, 238 pages

[36] En effet, le bilan de la création de très nombreuses coopératives agricoles (et autres d'ailleurs) est particulièrement mitigé au Venezuela (comme cela avait été le cas dans une série d'autres pays qui ont donné la priorité aux coopératives par rapport à l'exploitation individuelle familiale).

[37] Comme on le voit, il n'y a pas que les petits producteurs européens de lait qui sont confrontés à ce type de problème qui a provoqué des mouvements de lutte en France, en Belgique et en Allemagne, en 2008-2009.

[38] Michael Lebowitz, « De los subsidios agrícolas a la soberanía alimentaria », 2 février 2008, 7 pages.

[39] Hugo Chavez a annoncé le lancement d'un audit de la dette lors de sa rencontre avec une centaine de délégués des mouvements sociaux du monde entier en janvier 2006 à l'issue de la 6e édition du Forum social mondial réalisée de manière décentralisée à Caracas, Bamako et Karachi. J'étais présent à cette réunion qui a par ailleurs été entièrement retransmise en direct par la télévision publique. Il s'y est aussi engagé à la fin de l'année 2008, dans le cadre d'une réunion de l'Alba.

[40] A la Izquierda, n°19.

[41] Marea Socialista, n°21, 28 juillet 2009.